

## Indian Ocean Islands Regional Dialogue : front uni dans la perspective de la COP31

**Ebène, le 02 octobre 2026** - *«Voilà ce que nous représentons : des îles en souffrance, vulnérables par nature. S'arrêter là, ce serait faire preuve de fatalisme. Alors, nous devons nous le dire à nous d'abord et au monde ensuite : ce que nous représentons, ce sont des îles qui refusent d'être victimes, ce sont des îles qui font le choix de l'action, de l'ambition et de la résilience parce qu'il est question de notre survie. Et cela, aucun de nous ne peut le faire seul.»* C'est sur un constat et un appel à l'action collective que le Secrétaire général de la COI, Dr Ibrahim Norbert Richard, a lancé les travaux du Dialogue régional des îles de l'océan Indien et d'Afrique sur le climat.

Cet événement, organisé les 28 et 29 septembre à Port-Louis (Maurice) par la COI, la Haute-Commission d'Australie et le Bureau de la Résidente-coordonnatrice des Nations unies à Maurice, a rassemblé plus de 60 représentants des administrations nationales, de la jeunesse et de la société civile des États insulaires de l'océan Indien, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes. Objectif : préparer la COP31 en offrant un espace d'échange, de concertation et de solutions autour des enjeux climatiques qui touchent notre région.

### Point de vue des îles dans l'agenda mondial climatique

Le dialogue régional a été ouvert par la Junior Minister à l'Environnement de Maurice, l'honorable Mme Karen Foo Kune-Bacha, et la cérémonie de clôture a été présidée par le Président de la République de Maurice, S.E. M. Dharambeer Gokhool, qui se rendra à la réunion des dirigeants de la pré-COP à Fidji et à Tuvalu en partenariat avec l'Australie et le Pacifique, où il représentera la région de l'océan Indien.

Pour la Haut-Commissaire par intérim d'Australie, Mme Kate Varian : *«[...] le changement climatique touche déjà des communautés partout dans le monde. Pour les États insulaires, ces impacts se font sentir de manière particulièrement immédiate, ce qui rend indispensables une coopération renforcée et une voix plus unie. En tant que Présidente des négociations de la COP31, l'Australie, aux côtés de la Türkiye, s'engage à faire en sorte que les points de vue des îles contribuent à façonner l'agenda climatique mondial, notamment lors des prochaines réunions pré-COP à Fidji et à Tuvalu. L'Australie avec la Türkiye aborde la COP31 dans un esprit d'écoute, de recherche de consensus et de promotion des priorités communes.»*

Le dialogue régional a ainsi permis de sensibiliser à l'importance d'une voix commune, forte et solidaire, pour les îles de l'océan Indien et de l'Afrique et à l'image des positions communes des arcs insulaires des Caraïbes et du Pacifique. Parmi les résultats concrets, les participants ont retenu la création d'un pavillon virtuel à la COP31 comme voie à suivre pour porter collectivement la voix et les priorités de la région. Les priorités de la COP31 incluent notamment la sortie progressive des énergies fossiles, le financement climatique et les nouveaux objectifs de réduction des émissions.

### Un front uni et des partenariats pour le climat

Ce dialogue régional rejoint également les préoccupations portées au niveau international. Pour les Nations Unies, l'ensemble des petits États insulaires en développement (PEID) contribue à moins de 1% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Et pourtant, ils figurent parmi les pays subissant les principales pertes économiques et pressions sociales liées au dérèglement climatique. Leur

situation souligne ainsi l'urgence de renforcer leur accès au financement climatique, aux capacités et aux technologies nécessaires pour faire face aux effets du dérèglement climatique.

«L'ONU reste fermement engagée à promouvoir et à veiller à ce que leur voix et leurs priorités stratégiques soient pleinement prises en compte dans les cadres mondiaux, notamment par le biais de la COP31 », a souligné Mme Lisa Simrique Singh, résidente-coordinatrice des Nations Unies à Maurice.

Dans cette perspective, le Dialogue a également mis en avant l'importance des partenariats entre gouvernements, organisations régionales, société civile, jeunesse et secteur privé. Pour les petits Etats insulaires en développement, la coopération constitue un levier essentiel pour renforcer leur capacité à porter des positions communes et à peser dans les négociations internationales.

«L'ODD 17, consacré aux partenariats, apparaît comme un levier essentiel pour les petits Etats insulaires en développement, afin de transformer les vulnérabilités communes en actions collectives », a rajouté la résidente-coordinatrice des Nations Unies à Maurice.